



# Budapestre vonatkozó újságcikk

Osztályozás

9.439

Szerző: .....

Hely

Cím: *La situation générale*

Idő

'1919'

Forrás: .....

*Democrate*

Személy

Delemont

1919. 6. 28.

Helyszám

(Hely)

(Idő)

(Köt. v. füz.)

(Oldal)

## La situation générale

**Vers la paix. — Les résistances de l'Allemagne. — L'insurrection de Budapest. Les métallurgistes français et la grève générale.**

Il semble bien que cette fois les délégués allemands vont arriver à Versailles. Il ne paraît plus y avoir le moindre doute à ce sujet. La cérémonie pourra donc avoir lieu aujourd'hui, samedi, à trois heures de l'après-midi, comme nous l'avions fait prévoir dans notre dernier numéro. Mais que les vaincus auront fait de manières pour reconnaître la note ouverte le 3 août 1914!

A vrai dire, ils ne la paieront pas tout de suite, et ils se réservent d'obliger leurs créanciers à recourir maintes fois aux rigueurs de la loi. Le traité n'est pas même signé qu'il est déjà violé, ce qui a engagé M. Clemenceau à envoyer, au nom des Quatre, deux notes sévères à l'Allemagne au sujet de l'affaire de Scapa-Flow et de l'agitation anti-polonaise. Nos lecteurs connaissent ces deux protestations dont nous avons publié les principaux passages. D'autre part, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe officiel du gouvernement, annonce que les Allemands ne livreront jamais Guillaume II et les officiers criminels.

Cependant, les Alliés ne manquent pas de moyens de pression sur l'Allemagne. Celle-ci a enfin consenti à faire évacuer par ses troupes Riga et Libau. De même que Maurice Cohn, dit Bela Kuhn, consent à retirer ses troupes de la Slovaquie. Le blocus et les occupations militaires restent dans les mains des Alliés des moyens redoutables.

Le résultat de la résistance qu'opposeront les Allemands à l'application de chacune des clauses de la paix sera sans doute que les Alliés resteront à demeure sur le Rhin et que l'Allemagne n'entrera pas dans la Société des nations avant qu'une génération nouvelle, assagée par l'expérience, ait donné la preuve de sa loyauté et de sa volonté de renier les principes de perfidie qui animent sa devancière actuelle.

Puis, au point de vue économique, l'Allemagne privée de matières premières et de débouchés, ne peut qu'aggraver sa situation.

—X—

On ne sait pas exactement ce qui s'est passé à Budapest ni quelle ampleur a le mouvement contre-révolutionnaire. En effet, les seules nouvelles qu'on possède sont celles des bolcheviki hongrois, car les communications ferroviaires, postales, téléphoniques et télégraphiques entre Vienne et Budapest sont totalement interrompues.

Du côté de Bela Kun, on affirme que l'insurrection était maîtrisée, le monde ouvrier s'étant levé pour défendre le gouvernement de la République des conseils. Il semble cependant que la situation de ce dernier ne soit pas aussi forte. En effet, il détenait encore le pouvoir jeudi soir, ceci n'est pas douteux; il paraît avoir eu facilement raison de la révolte des anciens officiers et des élèves de l'Ecole militaire et il a inauguré un régime de terreur qui arrête les plus audacieux. On fusille tous les suspects en pleine place du Parlement.

Toutefois, Bela Kun n'était pas venu à bout, jeudi, de la flottille des monitors du Danube, qui ont bombardé l'hôtel Ungaria, siège du gouvernement. Les ouvriers organisés se sont soulevés contre le gouvernement communiste.

La signature du traité de paix qui est certaine, n'est pas encore un fait accompli cependant. On peut donc s'étonner que les éléments socialistes révolutionnaires français s'efforcent de donner à l'action ouvrière un caractère essentiellement politique où les intérêts corporatifs n'entrent pas en ligne de compte. La résolution du comité national de la fédération des métaux est significative à cet égard. Cette résolution constate, — ce qui est juste, — que l'augmentation du gain des travailleurs étant constamment suivie d'une hausse équivalente du coût de la vie, elle constitue donc qu'un remède empirique et sans lendemain; qu'une action syndicale maintenue sur ce domaine de l'augmentation constante des salaires est donc aussi décevante que stérile et « qu'il s'agit aujourd'hui d'examiner le problème social d'une façon totale, plus profonde et plus efficace ».

Comment entend-on procéder à cet examen plus profond et plus efficace de la question sociale? En assurant la réalisation du programme social et économique de la Confédération générale du travail. A cet effet, la fédération des métaux a reçu mandat de provoquer immédiatement la réunion du « cartel interfédéral, dans le but de décider une action d'ensemble qui, par sa puissance, fasse reculer toutes les forces de routine et de conservation sociale ». Le cartel interfédéral s'est réuni jeudi et nous ne tarderons pas à connaître sa décision.

Les métallurgistes en grève de la région parisienne abandonnent donc le terrain purement corporatif pour essayer de provoquer une action d'ensemble. Ils font appel aux autres fédérations pour organiser une grève générale et pour exiger, en outre de la démobilisation rapide et totale, l'abandon de toute intervention en Russie et en Hongrie et l'amnistie générale. Il s'agit donc bien là d'une action de caractère purement politique et révolutionnaire.

Il est évident que la grève générale, à l'heure où la France signe une paix victorieuse, serait un véritable désastre. Ce serait une faute suprême au moment où la république doit accomplir un immense effort pour restaurer sa vie économique. Par une telle action, non seulement on ne remédierait pas efficacement à la cherté de la vie, mais on préparerait à la France des jours de misère dont les ouvriers, d'ailleurs, seraient les premières victimes.